

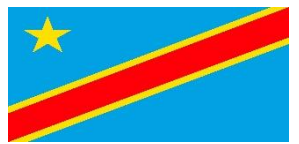


**CONSEIL TERRITORIAL DE LA JEUNESSE
DU TERRITOIRE DE RUTSHURU**

E – mail : presidencetjrutshuru2020@gmail.com

Tél : +243 974 003 973, +243 844 029 223.

Adresse locale : *Rutshuru Centre, Q.Remera, Voir PNA.*



ALERTE URGENTE SUR LA SITUATION EXTRÊMEMENT ALARMANTE À BAMBO/RUTSHURU

Le Conseil Territorial de la Jeunesse de Rutshuru porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale des faits d'une extrême gravité survenus ce samedi 31 janvier 2026, en Territoire de Rutshuru, Chefferie de Bwito, Groupement de Bambo. Aux environs de 5 heures du matin, Les éléments de la coalition M23-AFC, soutenue par le Rwanda, ont sillonné les Localités de Bambo à l'aide de mégaphones, ordonnant à toute la population, sans aucune exception (hommes, femmes, jeunes filles, jeunes garçons et enfants), de se présenter obligatoirement à un meeting organisé au Rond-point (Bambo-Central). Ils ont clairement menacé de sanctions sévères toute personne qui refuserait d'y prendre part, précisant qu'ils procéderaient à des vérifications maison par maison.

Plus de 15 000 personnes provenant de la localité de Bambo, de l'agglomération de Bambo ainsi que de Bugina (Groupement de Tongo) ont été contraintes d'assister à ce rassemblement. Lors de ce meeting, un Colonel du M23-AFC-RDF s'est adressé à la foule en ordonnant que toute personne ayant, à un moment quelconque, collaboré avec les Wazalendo, ou toute femme épouse d'un Muzalendo, se présente volontairement. Il a ajouté que toute personne dénoncée par autrui serait immédiatement exécutée.

Après cette étape, les rebelles ont ordonné aux femmes de former une file pour un contrôle forcé. Après avoir sélectionné un certain nombre de femmes selon leurs critères, ils ont procédé de la même manière avec les hommes et les jeunes. Toute personne répondant à leurs critères a été séparée de la foule et conduite de force vers leurs positions militaires. Entre 16h et 17h, des véhicules de marque Fuso ont été utilisés pour transporter ces civils vers une destination inconnue. Les personnes arrêtées ont été entassées dans les véhicules Fuso dans des conditions inhumaines, au point que certaines ne pouvaient même plus respirer, comme des poissons dans un filet, Certains parmi eux sont tombés par terre.

Selon les informations en notre possession, il s'agit d'un recrutement forcé à des fins de formation militaire. Les premières estimations font état de plus de 1 000 personnes en majorité jeune, dont près de la moitié sont des élèves. Parmi les personnes recrutées figurent également des hommes des troisièmes âgés.

Il est important de souligner que ces graves violations surviennent dix jours après que le M23-AFC-RDF a contraint les sociétés de télécommunications à couper le signal réseau dans les Territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale, afin d'opérer dans le silence total et de dissimuler les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et violations graves du droit international humanitaire qu'ils perpètrent

Face à cette situation dramatique, le Conseil Territorial de la Jeunesse de Rutshuru :

- Appelle la communauté internationale, les Nations Unies, USA, l'Union Africaine, la CIRGL, ainsi que les organisations nationales et internationales de défense des droits humains, à exiger aux M23-AFC-RDF, la libération immédiate et sans condition de toutes ces personnes recrutées de force;
- Demande instamment à l'UNESCO, à l'UNICEF, ainsi qu'à toutes les organisations nationales et internationales œuvrant pour la promotion de l'éducation, d'exiger le retour immédiat et sans condition de tous les élèves enrôlés de force, rappelant que la seule place de l'enfant est à l'école et non dans les rangs d'une rébellion armée ;
- Exige l'adoption de sanctions ciblées contre les auteurs de ces atrocités, ainsi que la mise en place urgente d'un mécanisme efficace de protection des civils et d'assistance humanitaire dans les zones occupées, particulièrement dans la chefferie de Bwito.

Fait le 31 janvier 2026

Pour le Conseil Territorial de la Jeunesse de Rutshuru

TWIZERE SEBASHITSI Patient

Président, Défenseurs des Droits Humains et de l'Environnement

